

Affaires africaines

SCIENCES ET TECHNOLOGIE

Une base de données pour les femmes dans les STIM



PAR RAÏSSA MALU

Organisatrice de la Semaine de la Science et des Technologies, Kinshasa
Ambassadrice du Next Einstein Forum

Ce mois d'avril 2019, la république démocratique du Congo célèbre les Sciences, les Technologies, l'Ingénierie et les Mathématiques (STIM) avec plusieurs événements. Les caravanes des Sciences vulgarisent les STIM à travers le pays grâce à des animations et avec le concours de la Banque mondiale. Elles ont été organisées dans 6 villes : Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani, Tshikapa, Kikwit et Goma. La 6^{ème} édition de la Semaine de la Science et des Technologies, organisée par l'association Investing In People, et que j'ai l'honneur de diriger, présente une base de données des femmes dans les STIM. Lancée en janvier de cette année, cette base de données comptait déjà 287 inscrites début avril.

Première en république démocratique du Congo, cette base de données des femmes dans les STIM est soutenue par ONU Femmes, la Fondation L'Oréal et l'UNESCO, à travers leur programme conjoint *Pour les Femmes et la Science*. Cette base de données part d'un constat : la faible participation des femmes dans l'apprentissage des STIM et ses métiers. Les chiffres de l'enseignement supérieur et universitaire sont assez édifiants aussi bien au niveau des professeures que des étudiantes. Par exemple, en premier cycle de Polytechnique à l'Université de Kinshasa (UNIKIN), aucune femme n'enseigne les STIM et en deuxième cycle, elles ne sont que 6 % sur un total de 53 professeures. En mécanique à l'Institut supérieur de techniques appliquées (ISTA) de Kinshasa, le constat est le même pour les étudiantes : 0 % sur les 1457 étudiants du premier cycle et 2 % des 335 étudiants du deuxième cycle ; aucune femme professeure au premier cycle.

Cette base de données répond donc à un triple besoin : rassembler les femmes dans les sciences pour créer des synergies, partager de l'information utile entre ces femmes et mettre en place un système de mentorat. Cela revient aussi à s'attaquer à certains préjugés tenaces au sujet des femmes, comme « Les filles ne sont pas assez intelligentes pour faire des mathématiques ! » ou

« Les femmes qui s'intéressent aux STIM sont en réalité des hommes... ». L'un des meilleurs moyens de combattre ces préjugés est de promouvoir l'éducation des filles et des jeunes femmes dans les STIM afin de créer des symboles, de véritables modèles, comme la professeure Sandrine Ngalula Mubenga de l'université de Toledo en Ohio (USA), inventrice d'une batterie à ion-lithium économique et ayant une des meilleures capacités de stockage sur le marché.

“ Il existe un triple besoin : rassembler les femmes dans les sciences pour créer des synergies, partager de l'information utile entre ces femmes et mettre en place un système de mentorat.”

À ce jour, la plupart des scientifiques inscrites viennent de la capitale, Kinshasa, et de la diaspora. Le deuxième cycle est le plus représenté avec 58 % de femmes ; le doctorat, qui constitue une des conditions pour accéder au professorat, n'est détenu que par 6 % des inscrites. C'est un début encourageant, et l'internalisation de la 6^{ème} édition de la Semaine de la Science et des Technologies, notamment par la présence d'ambassadeurs et ambassadrices du Next Einstein Forum (organisme de promotion des sciences exactes en Afrique), de Facebook, de l'UNESCO, et d'autres, prouve que la problématique des femmes dans les STIM est en phase de trouver une réponse congolaise et africaine. Modèle répliquable sur tout le continent, la base de données des femmes dans les STIM constitue une première étape dans la valorisation des femmes dans ces domaines. ■

GOVERNANCE ET DÉMOCRATIE

Encourager la responsabilité, la confiance et l'inclusion



PAR ABDOULAYE DIOP

Ancien ministre des Affaires étrangères du Mali

En déclarant 2018 année de lutte contre la corruption, l'Union africaine indiquait avoir pris la mesure des conséquences de la corruption sur la stabilité et la prospérité de nos pays. L'indice 2018 de perception de la corruption est venu confirmer la profondeur du mal : avec un score de 32/100, l'Afrique subsaharienne est en effet la région où le niveau de corruption est le plus élevé au monde ; or, un certain nombre de pays de notre région occupent les dernières places de ce classement.

La prise de conscience de l'Union africaine est salutaire parce qu'elle est intervenue après trois décennies au cours desquelles le paradigme démocratique s'était imposé dans le débat public africain. Celui-ci professait que le développement était indissociable de la démocratie et que celle-ci se réduisait à des élections. Sur ce fondement idéologique, des investissements considérables ont été consentis pour « démocratiser » les pays africains. Or, trois décennies après l'ouverture de la parenthèse démocratique en Afrique, le bilan est contestable. Les élections sont certes désormais la norme sur le continent, et débouchent parfois sur une alternance à la tête des États, mais trop souvent, elles échouent à transformer la vie des populations africaines et se soldent par des violences dont les premières victimes sont justement les populations les plus vulnérables. Hormis quelques exceptions, l'impression que la démocratie électorale est un instrument au service du statu quo domine désormais au sein des opinions publiques.

Bien sûr, le problème n'est pas la démocratie en tant que telle. Dans son principe, celle-ci est nécessaire car elle protège la liberté des peuples, tempère les excès inhérents à la pratique du pouvoir et favorise la cohésion sociale ainsi que la stabilité des États. Mais pour ce faire, elle doit avoir une ambition beaucoup plus large que la simple tenue d'élections. À une époque de grands défis pour l'Afrique, une démocratie acceptable doit améliorer les conditions de vie des populations. Sa légitimité ne doit plus reposer uniquement sur sa capacité à répéter une figure imposée à des périodes déterminées, mais aussi, voire surtout, sur son aptitude à construire des États forts, créer des richesses, réduire la pauvreté, combattre les inégalités, favoriser l'émergence de sociétés inclusives et de systèmes politiques

consensuels. Autrement dit, c'est la substance, la capacité à produire des résultats, et non plus la seule forme, qui doit déterminer la qualité d'une démocratie.

Cette conception élargie de la démocratie, qui intègre la notion de bonne gouvernance, a du sens du point de vue historique. Il existe en effet une forte corrélation entre développement économique et émergence de la démocratie électorale. La France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou la Belgique, qui étaient déjà des États structurés, avaient entamé leur processus d'industrialisation bien avant la consolidation de la démocratie, ce qui l'a renforcée. Dans certains pays, l'Italie ou la Grèce par exemple, dont le parcours rappelle à cet égard celui de l'Afrique, la démocratisation a précédé la consolidation de l'État et la modernisation de l'économie. Le résultat a souvent été le même : le clientélisme et la corruption ont prospéré, affaiblissant davantage les États, fragilisant la cohésion sociale et l'activité économique.

“ À une époque de grands défis pour l'Afrique, une démocratie acceptable doit améliorer les conditions de vie des populations.”

Il est donc temps pour l'Afrique de revoir ses priorités : au-delà de la nécessaire amélioration de la qualité des élections, il est essentiel de renforcer les contre-pouvoirs, de combattre le tribalisme et de promouvoir des politiques d'inclusion, ainsi que de recréer un lien de confiance avec les populations à travers des politiques vigoureuses de réduction de la pauvreté. Il faut, en somme, injecter de la bonne gouvernance dans la démocratie.

La jeunesse africaine est à la fois plus nombreuse, mieux informée et plus impatiente qu'il y a trois décennies. Elle ne se satisfait déjà plus de systèmes politiques formellement démocratiques et inefficaces d'un point de vue économique. Une partie de cette jeunesse se meurt dans les zones rurales ; une partie croissante va à l'assaut des villes ; une forte minorité fait le pari fou de la Méditerranée. Mais le moment approche où elle se tournera vers ses dirigeants politiques pour exiger des comptes. Évitions d'en arriver là... ■